

**« La France s'est mise à croire que la modernité arabe venait de l'islamisme »
ENTRETIEN. Pour Pierre Vermeren, professeur à la Sorbonne, la dégradation
des relations entre la France et les pays arabes n'est pas due au hasard...**

Par [François-Guillaume Lorrain](#)

Son *Déni français*, paru l'an dernier ([Albin Michel](#)), était un implacable précis de décomposition des relations franco-arabes. Impasses, mauvais choix, complaisances, cécités sur la nature véritable et les réseaux de l'islamisme dans les pays musulmans, [Pierre Vermeren](#), professeur à la Sorbonne, l'un des meilleurs spécialistes du Maghreb et du Moyen-Orient, analyse comment la [France](#) a perdu progressivement tout crédit auprès des pays arabes.

Le Point : La France paierait-elle les conséquences de la faillite de sa politique arabe ?

Pierre Vermeren : Pour des raisons historiques diverses, notamment l'héritage francophone, colonial et migratoire, nos alliés majeurs dans la région se trouvent au Maghreb. Mais, depuis les années 1970, nos dirigeants se sont tournés vers les pays du Moyen-Orient, région chaotique où il est très difficile de naviguer, où nos alliés successifs (le chah, les chrétiens libanais, [Saddam Hussein](#) et le Baath, l'OLP et les Assad...) ont progressivement perdu pied. Il reste les monarchies du Golfe, avec lesquelles nous pensons faire des affaires miraculeuses grâce au pétrole et à l'armement, ce qui est en partie illusoire. Malgré les efforts récents d'[Emmanuel Macron](#), force est de constater que nous avons perdu pied même au Liban, [largement dirigé de l'extérieur par l'Iran](#), avec qui nous entretenons les pires relations. Le seul pays avec qui nous restons en très bons termes, ce sont les Émirats arabes unis, mais ils viennent de nous prendre à revers en se retournant contre les Frères musulmans et les Palestiniens, puis en se réconciliant avec Israël. Le paradoxe, c'est que nous avons pris nos distances avec nos partenaires les plus fiables et proches, ceux du Maghreb, avec qui nous entretenons des échanges migratoires, économiques et culturels majeurs.

Comment s'explique ce tournant ?

Jusqu'en 2011, on a fait bloc, par héritage de la politique de décolonisation, avec les régimes arabes, qu'ils soient monarchiques ou républicains autoritaires. Les Printemps arabes ont bouleversé la donne : d'un coup, l'État français, le Quai d'Orsay, mais aussi l'université, s'entichent des Frères Musulmans, sous l'influence d'intellectuels comme François Burgat, Olivier Roy ou Tariq Ramadan. La France s'est mise à croire, dans un oubli complet de la guerre civile qui a eu lieu en Algérie, que la modernité arabe provenait de l'islamisme. À la grande stupeur des démocrates et de nos amis modernistes arabes en guerre contre les islamistes, on a soutenu ces derniers, d'abord en Libye, puis en Tunisie et en Syrie. On n'a rien compris au rejet massif et rapide que des pays comme la Tunisie ou l'Égypte ont fait dès 2013 de l'islamisme. De même s'est-on allié aux monarchies les plus réactionnaires du Golfe qui ont perdu la guerre en Syrie. Puis nous sommes à leur remorque quand ces pays, notamment l'Arabie saoudite, après les Émirats, comprennent que l'islamisme est un danger mortel pour eux et qu'ils combattent désormais frontalement les Frères et leurs alliés qataris et turcs. Tout cela est finalement illisible.

Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui le pays qui a pris la tête des Frères musulmans, c'est le meilleur ennemi de la France, la Turquie.

[La dégradation de nos relations avec ce pays](#) est un bon résumé de l'ensemble. Très longtemps, nous avons considéré la Turquie, à l'instar de l'Irak et de la Syrie à un degré moindre, comme un allié, car on la voyait comme un pays laïque, un modèle de social-démocratie, en se trompant sur cette laïcité à la turque, où l'islam est en fait sous la coupe de l'État. Au début de la décennie 2010, on s'entendait encore avec Erdogan, devenu depuis le véritable chef des Frères musulmans. Plutôt que de jouer à la grande puissance au Moyen-Orient, ce dont nous n'avons plus les moyens financiers et militaires, et de frayer avec des gens qui ne nous aiment pas, nous aurions mieux fait de resserrer nos liens avec des pays auxquels nous unit une longue histoire.

On en veut sans fin à celui, le Français, qui a démontré les insuffisances de ces sociétés faibles.

Cependant, c'est au moment de la guerre d'Algérie que le nationalisme arabe trouve son essor, contre la France déjà...

Mais la France, au XIX^e siècle, est à l'origine même du nationalisme arabe, avec le projet de Napoléon III de royaume arabe qui aurait regroupé l'Algérie et la Syrie. C'est une relation d'amour et de fascination. La France a aidé les Arabes à se libérer du joug ottoman, elle a été l'outil de la mondialisation du monde arabe, les élites étant venues se former en France. Mais la relation est ambivalente et bipolaire. Il y a aussi un rejet de la France lié à l'humiliation de ce modèle imposé de l'extérieur alors que le Coran rappelle que la meilleure religion est l'islam. Les Vietnamiens ont gagné contre nous la guerre d'Indochine, mais ils ont tourné la page et ne nous en veulent plus. Les Algériens ont gagné la guerre aussi, en obtenant leur indépendance, et pourquoi, eux, en veulent-ils à la France ? C'est une question majeure que cette différence. Elle tient, me semble-t-il, au message de l'islam, à une blessure narcissique jamais guérie, à une économie de l'honneur blessé : on en veut sans fin à celui, le Français, qui a démontré les insuffisances de ces sociétés faibles et s'est érigé en « professeur de civilisation ». Voilà pourquoi les relations franco-arabes ne se sont jamais remises de cette guerre d'Algérie.

On a fantasmé sur l'Arabe énigmatique, incompréhensible, perdu dans le désert.

Y a-t-il aussi depuis 2011 une méconnaissance dans nos élites de la réalité idéologique des pays musulmans ?

Je reparlerais d'abord de fascination pour l'Islam. N'oublions pas que l'orientalisme, qui a touché la France au début du XIX^e siècle, visait déjà la recherche du « vrai musulman », du vrai Arabe, de l'islam authentique. On a fantasmé sur l'Arabe énigmatique, incompréhensible, perdu dans le désert. Plus tard, on a trouvé beaucoup moins intéressant l'ingénieur algérien ou le militaire égyptien, à nos yeux d'inauthentiques Arabes. Voilà pourquoi, récemment, on a été séduit par le salafisme, qui représentait l'authenticité, souillée, violée par l'Occident. Mais on ne fait pas de la politique avec des fantasmes. Là-dessus s'est rajoutée notre ignorance de la vraie nature de l'islamisme dans ces pays : nos élites sont restées longtemps accrochées à une vision de l'islam confrérique et pieux du Maghreb, alors que des centaines de milliards de pétrodollars ont été déversés par les monarchies du Golfe pour salafiser l'islam mondial.

Comment juger les déclarations du roi du Maroc, qui prend ses distances avec la France ?

En tant que commandeur des croyants, le roi du Maroc est obligé de prendre une telle position, tout le système du royaume repose sur la garantie d'une telle protection des fidèles, [qui peuvent se dire offensés](#). Mais la dégradation de la relation avec le Maroc est ancienne. Longtemps, par sa spécificité religieuse, il a été vu comme cette terre de l'authenticité qu'on recherchait au Moyen-Orient, quand l'Algérie était socialiste... Il y a eu l'amitié incroyable entre Chirac et Hassan II, qui a persisté sous Sarkozy. Sous Hollande, les choses ont changé. Pour Rabat, derrière le PS, il y a toujours eu l'Algérie. N'oublions pas que Jospin disait « Bonjour, Monsieur » au roi du Maroc. Hollande était conseillé par Benjamin Stora, vu par les Marocains comme l'homme de l'Algérie. Là-dessus a éclaté l'affaire du patron de la DST marocaine poursuivi par la France pour torture. Pour les Marocains, la justice obéit à la politique, ils y ont vu la main de Hollande, la coopération a été coupée, les échanges de renseignements aussi, qui ont repris après le Bataclan, où avaient opéré des terroristes d'origine marocaine. S'il y avait eu des échanges auparavant, qui sait si ces attentats n'auraient pas pu être déjoués ?

Depuis 2015, on est donc dans un entre-deux, le Maroc, comme l'Algérie, étant le seul pays où la clause de compétence universelle des juges n'est pas appliquée par la France : si celle-ci veut arrêter des ressortissants marocains sur son territoire, elle doit d'abord en aviser le Maroc. Mais la France s'irrite du nombre de terroristes d'origine marocaine, elle commence aussi à percevoir l'ampleur du trafic de drogue issu du Maroc qui infiltre le pays. En retour, le roi du Maroc gouvernant désormais à distance, le makhzen qui mettait de l'huile dans les rouages a été remplacé par une gestion sécuritaire plus brutale, à l'extérieur comme à l'intérieur. De fait, on considère au Maroc que Macron est un héritier de Hollande, donc plus favorable à l'Algérie.

Comment est considérée au Maghreb la présence française au Mali ?

Clairement, du côté algérien, on est ennuyé, surtout depuis qu'Alger vient de signer tout récemment un accord avec la junte militaire au Mali et les anciens révolutionnaires. Que va faire la France là-bas désormais ? Pour lutter contre qui ? Attend-on qu'elle s'en aille ?

Quel est le regard des alliés occidentaux sur la politique arabe de la France ?

Les États-Unis l'ont respectée jusqu'en 2001, dirons-nous. Depuis cette date, on a vu les Américains, mais aussi les Allemands, investir massivement dans les moyens humains et la recherche. Aujourd'hui, quand vous parlez arabe au Maghreb, les gens pensent que vous êtes américain, pas français. Nous avons trop déserté l'espace intellectuel. Par ailleurs, sur le plan économique, il n'y a pas d'Europe qui tienne. Les Espagnols nous taillent des croupières au Maroc, les Italiens en Tunisie, voire en Libye. Quant aux Chinois, ils font de même en Algérie.